



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/60
16 février 1995

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Violations des droits de l'homme à Bougainville

Rapport du Secrétaire général

TABLE DE MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 3	2
I. ACTIVITES DES ORGANES CREES EN VERTU D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX	4 - 6	2
A. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	4 - 5	2
B. Comité des droits de l'enfant	6	3
II. EVOLUTION DE LA SITUATION A BOUGAINVILLE DEPUIS MARS 1994	7 - 12	3
III. REPONSE DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME		4

Introduction

1. A sa cinquantième session, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1994/81 intitulée "Violations des droits de l'homme dans l'île papouane-néo-guinéenne de Bougainville" dans laquelle, entre autres, elle priait le Secrétaire général, compte tenu de l'évolution de la situation entre l'adoption de la résolution et le 30 septembre 1994, d'étudier l'utilité de nommer un représentant spécial qui aurait pour tâche :

a) D'établir des contacts directs avec le Gouvernement papouan-néo-guinéen et les représentants des membres des différents groupes de la province papouane-néo-guinéenne de Bougainville en vue d'enquêter sur la situation des droits de l'homme à Bougainville, notamment sur tout progrès réalisé en vue du plein rétablissement des droits de l'homme et du respect des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit humanitaire international;

b) D'étudier les moyens de mettre fin au conflit armé et de faciliter le dialogue et les négociations entre les parties au conflit, en vue d'une solution globale, juste et durable et du plein rétablissement des droits de l'homme;

c) D'obtenir des informations crédibles et dignes de foi des gouvernements, des organisations non gouvernementales et de tout autre organe susceptible de l'aider dans l'accomplissement de son mandat;

d) De faire rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante et unième session.

2. Sur l'invitation du Gouvernement papouan-néo-guinéen, un représentant du Secrétaire général, M. Francesc Vendrell, directeur de la Division de l'Asie de l'Est et du Pacifique au Département des affaires politiques, a visité ce pays du 8 au 12 août 1994. Il s'est rendu à Buka le 10 août 1994, mais n'a pu se rendre à Bougainville à cette occasion. En conséquence, une autre mission est prévue du 23 au 27 janvier 1995 aux fins d'entreprendre une étude plus approfondie. Un rapport sur la mission envisagée sera publié dans un additif au présent rapport.

3. On trouvera ci-après des informations sur les activités entreprises par des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en ce qui concerne la situation à Bougainville, une description de l'évolution de la situation depuis mars 1994 et la réponse officielle du Gouvernement papouan-néo-guinéen à la Commission des droits de l'homme. Ces renseignements seront complétés par ceux fournis dans l'additif mentionné ci-dessus sur la seconde mission du représentant du Secrétaire général.

I. ACTIVITES DES ORGANES CREES EN VERTU D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

A. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

4. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a examiné l'application en Papouasie-Nouvelle-Guinée de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et

en particulier la situation à Bougainville, à sa 1060ème séance, tenue le 12 août 1994 (voir CERD/C/SR.1060 et A/49/18). La Papouasie-Nouvelle-Guinée est partie à la Convention depuis 1982.

5. Dans les observations finales qu'il a adoptées à sa 1067ème séance, tenue le 18 août 1994, le Comité s'est déclaré gravement préoccupé par les informations selon lesquelles des violations graves des droits de l'homme, y compris des exécutions sommaires et des transferts de population se produiraient à Bougainville ainsi que par la perspective de la reprise d'activités minières à grande échelle dans cette région où la population appartient à une ethnie différente. Le Comité a souhaité, entre autres, que le Gouvernement papouan-néo-guinéen coopère avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Haut Commissaire pour les droits de l'homme.

B. Comité des droits de l'enfant

6. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a ratifié, le 1er mars 1993, la Convention relative aux droits de l'enfant et, en vertu des obligations en découlant, un rapport sur l'application de la Convention par le gouvernement doit être présenté au Comité des droits de l'enfant avant la fin du mois de mars 1995.

II. EVOLUTION DE LA SITUATION A BOUGAINVILLE DEPUIS MARS 1994

7. Une délégation parlementaire australienne a visité Bougainville du 18 au 22 avril 1994. Bien que cette délégation n'ait pas été en mesure de s'entretenir directement avec des membres de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (ARB), elle a constaté qu'une issue militaire était impossible des deux côtés et que la population de Bougainville aspirait à la paix, à l'harmonie et au retour de la prospérité.

8. Le prince héritier des Tonga a été invité à entreprendre une visite dans le contexte des conflits qui sévissent à Bougainville.

9. Des entretiens préliminaires ont eu lieu à Honiara en juin 1994 entre les représentants des autorités papouanes-néo-guinéennes et ceux de l'Armée révolutionnaire de Bougainville. Ils ont abouti à la signature du procès-verbal d'Accord de Tambea le 27 août 1994.

10. Cet accord a ouvert la voie à de nouveaux contacts. Le 3 septembre les Engagements d'Honiara pour la paix à Bougainville ont été signés par le Premier Ministre papouan-néo-guinéen et les représentants des diverses parties concernées ainsi que par le Commandant de l'Armée révolutionnaire de Bougainville.

11. Le 8 septembre 1994, les parties précitées sont convenues d'un cessez-le-feu en vertu duquel Arawa, Panguna, Wakunai et Buin ont été déclarés zones neutres à partir desquelles la Force régionale de maintien de la paix du Pacifique Sud opérerait. La Force était composée d'éléments venus d'Australie, de Fidji, des Tonga et de Vanuatu.

12. Après que les autorités papouanes-néo-guinéennes eurent donné des assurances de sécurité, une réunion de haut niveau a eu lieu le 18 octobre 1994 avec des dirigeants de l'ARB.

III. REPONSE DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN A LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

REPONSE
DU
GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN
AUX
RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
RELATIVES A
DES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME
DANS
LA PROVINCE PAPOUANE-NEO-GUINEENNE
DE
BOUGAINVILLE
23 SEPTEMBRE 1994

REPONSE

DU

GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN

AUX

RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

RELATIVES A

DES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME

DANS

LA PROVINCE PAPOUANE-NEO-GUINEENNE

DE

BOUGAINVILLE

23 SEPTEMBRE 1994

AVANT-PROPOS

La présente réponse, sous forme de rapport, du Gouvernement de l'Etat indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée à la résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU relative à des violations alléguées des droits de l'homme à Bougainville met en lumière les principaux problèmes que font ressortir ces allégations.

Il importe de noter que la situation à Bougainville n'est pas un problème colonial, et ce n'est pas non plus un problème de minorité ou de populations autochtones.

C'est un problème qui est né à la suite de demandes légitimes d'indemnisation pour l'utilisation de terres tribales dans le cadre de l'exploitation de mines et dont se sont emparés des éléments criminels à Bougainville.

Dans une démocratie vivante comme la nôtre, la Constitution nationale garantit toutes les libertés, y compris le droit à la liberté d'expression, qui sont considérées comme des droits élémentaires et fondamentaux de la personne humaine.

Par conséquent, les gens de la province de Bougainville de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ne se sont pas vu dénier leurs droits, ils n'ont pas non plus souffert de la répression d'un système politique, mais ils ont bénéficié au maximum de leur statut légitime de citoyens de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Vous savez sans doute que depuis l'adoption de la résolution susmentionnée et la publication du rapport du Secrétaire général de l'ONU, il s'est produit des événements qui ont conduit à des négociations en vue d'une conférence de paix, à Arawa, Bougainville, le 10 octobre 1994.

Mon gouvernement et toutes les parties concernées à Bougainville sont sincèrement désireux de mettre fin à toutes les souffrances endurées depuis plus de cinq ans et demi en convoquant cette conférence dans le cadre de la Constitution, des autres lois et des principes qui sous-tendent la politique nationale. Le gouvernement est convaincu qu'avec l'appui de tous les chefs de la province, la conférence permettra de restaurer la paix, la normalité et l'unité nationale en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Je suis persuadé que le présent rapport convaincra les Nations Unies que mon gouvernement défend avec sincérité les principes proclamés dans la Charte des Nations Unies, et en particulier ceux relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'homme.

Sir Julius Chan, KBE, GCMG, MP
Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Septembre 1994

TABLE DES MATIERES

- A. OBJET
- B. HISTORIQUE
- C. ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE BOUGAINVILLE (ARB)
- D. LISTE DES QUESTIONS SPECIFIQUEMENT MENTIONNEES DANS LES RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL
- E. PRINCIPES QUI SOUS-TENDENT LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU GOUVERNEMENT NATIONAL CONCERNANT BOUGAINVILLE
- F. DEPLOIEMENT DES FORCES DE SECURITE DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN
- G. RESTAURATION DES SERVICES
- H. CONCLUSIONS

REPONSE DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN AUX RESOLUTIONS DE
LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME RELATIVES A DES VIOLATIONS
ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME A BOUGAINVILLE

A. OBJET :

Le présent document a pour objet de fournir des informations sur la province papouane-néo-guinéenne de Bougainville en réponse aux résolutions 1993/76 du 10 mars 1993 et 1994/81 du 11 mars 1994 de la Commission des droits de l'homme et au rapport du Secrétaire général sur la situation à Bougainville, publié sous la cote E/CN.4/1994/60, au sujet de violations alléguées des droits de l'homme.

B. HISTORIQUE :

1. Informations sur la province

1.1 Facteurs géographiques

La province des Salomon du Nord, désormais appelée province de Bougainville, est située, en ligne droite, à quelque 990 km à l'est de Port Moresby, capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Sa superficie est de 9 300 km² en comptant l'île principale de Bougainville (208 km de long et 96 km de large), l'île de Buka au nord et plusieurs atolls encore plus au nord.

En janvier 1989, la province comptait 200 000 habitants, et la densité de la population y était de 20 personnes au km².

Bougainville est peuplée de Mélanésiens. On y dénombre 19 groupes linguistiques. L'appartenance à tel ou tel clan est déterminée par la filiation maternelle, ainsi que la propriété foncière dans la plupart des communautés.

La plupart des Bougainvilliens pratiquent l'agriculture de subsistance (taro, patate douce et jaquier). Les principales cultures de rapport sont le cacao et le coprah, qui sont produits pour 60 % par de petits exploitants, le reste provenant de plantations appartenant à des étrangers. Les protéines sont fournies par la volaille, le porc ou le poisson.

De 1972 jusqu'au 15 mai 1989, la société Bougainville Copper Limited (BCL) a exploité en vertu de l'Accord sur le cuivre de Bougainville une grande mine de cuivre à ciel ouvert et une usine de traitement du minerai de cuivre, à Panguna, qui rapportaient au pays annuellement plus de 40 % de son revenu.

1.2 L'héritage colonial

Bougainville a été colonisée à la fin du XIXe siècle. A cette époque, elle a été placée sous administration allemande, situation officialisée par un échange de notes avec le Gouvernement britannique, en 1899. L'administration allemande a duré jusqu'à ce qu'éclate la première guerre mondiale en 1914. Après la guerre, Bougainville a été placée sous mandat australien par la Société des Nations.

Les missionnaires ont aussi joué un rôle important dans l'évolution de Bougainville. La Société catholique de Marie (Mariste) est arrivée en 1902 et a été suivie, en 1920, par les Méthodistes et en 1924 par les Adventistes du septième jour. L'Eglise catholique a été la plus influente quant au nombre de convertis. Indépendamment de leurs missions d'évangélisation, les missionnaires ont beaucoup aidé à l'administration dans les domaines de l'éducation et des soins médicaux.

Comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'île est restée sous l'administration coloniale australienne jusqu'à l'accession à l'indépendance, le 16 septembre 1975.

1.3 Après l'accession à l'indépendance

Ayant accédé à l'indépendance le 16 septembre 1975, la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est trouvée confrontée à une crise majeure due à la sécession, annoncée deux semaines auparavant, de Bougainville, riche en cuivre. Pendant cinq mois la situation est restée tendue, mais préoccupé par d'autres menaces de sécession, convaincu de la détermination de Bougainville et incertain des conséquences d'un affrontement ouvert, le gouvernement national a reculé. Le gouvernement a été aidé dans sa retenue par l'attitude conciliante des chefs de Bougainville, devenus moins certains de leur capacité de "s'en sortir seuls".

La crise a pris fin en février 1976 lorsque le gouvernement national a accepté d'insérer dans la Constitution un chapitre sur le gouvernement provincial et de promulguer une "loi organique" sur le gouvernement provincial.

L'amendement constitutionnel a été présenté au Parlement au début de 1976. Il ne faisait qu'ébaucher les grandes lignes d'un système de gouvernement provincial. Entre février et août, des négociations approfondies ont eu lieu entre le gouvernement national et les chefs de Bougainville; ils ont débouché sur la signature de l'"Accord de Bougainville" en août 1976.

L'Accord prévoyait des arrangements spécifiques pour la province des Salomon du Nord et précisait que ces arrangements "rentraient dans le cadre d'un plan de décentralisation des pouvoirs au sein d'une Papouasie-Nouvelle-Guinée unie".

La remarquable rapidité de la négociation et de la mise en oeuvre de l'Accord de Bougainville a eu un certain nombre de conséquences. Premièrement, alors qu'à bien des égards la position initiale des parties était fondée sur des travaux antérieurs du Comité de planification constitutionnelle (CPC) et de différents consultants (notamment Watts et Leaderman, 1975), il était si urgent de trouver des solutions immédiates que l'on s'est peu servi des études qui avaient été faites précédemment. Deuxièmement, la complexité de la loi organique, l'imprécision de nombre de ses dispositions, les omissions flagrantes et les erreurs rédactionnelles qu'elle contenait, tenaient en partie au temps limité dont on disposait à la fois pour les négociations et pour la rédaction. Troisièmement, le train de dispositions figurant dans la loi organique tenait compte des préoccupations et besoins particuliers de Bougainville, île géographiquement séparée du reste du pays, ayant une

population plutôt homogène et assez instruite, et dotée d'une infrastructure et d'une agriculture relativement bien développées.

Au plus fort de la crise, en août 1990, le Gouvernement provincial des Salomon du Nord a été suspendu et n'a pas été rétabli.

2. Genèse de la crise

La crise de Bougainville est née des préoccupations d'ordre économique, social et écologique qu'ont suscitées chez les propriétaires fonciers de Panguna les activités minières de la Société Bougainville Copper Limited (BCL) qui exploitait les gisements de cuivre et d'or de la mine de Panguna sur l'île de Bougainville.

Les propriétaires terriens ont commencé à être hostiles aux activités de la BCL en raison de l'insuffisance des indemnités qui leur avaient été versées par cette société pour les dédommager des perturbations à leur mode de vie et des dommages à l'environnement. Un autre sujet de mécontentement, surtout parmi les familles matrilineaires et patrilineaires, était la répartition inéquitable des indemnités versées. Le conflit a atteint le point de non-retour lorsque des propriétaires terriens militants, aidés par des membres du mouvement cultiste, ont intensifié les actes de sabotage contre le personnel et les installations de la mine vers le milieu du mois de novembre 1988. Mathew Kove, directeur du Trust Fund et membre de l'ancien Trust Fund, a été enlevé à son domicile à Panguna, emmené dans la jungle et exécuté par des propriétaires militants et des membres du mouvement cultiste.

La crise de Bougainville a pris alors un tour nouveau : de simple soulèvement armé destiné à appeler l'attention du gouvernement sur les préoccupations économiques des propriétaires terriens qu'elle était à l'origine, elle a pris les dimensions d'un mouvement sécessionniste vers le mois de décembre 1989.

C. ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE BOUGAINVILLE (ARB)

Après le retrait des forces de sécurité au début de mars 1990, la situation à Bougainville est devenue incontrôlable. La confiance que le gouvernement national avait mise dans l'accord avait été trahie. La prise du pouvoir à Bougainville par l'ARB a immédiatement été rendue officielle par une déclaration des chefs de l'ARB annonçant qu'ils s'opposaient à la prolongation du cessez-le-feu après le 16 mars 1990. Des personnes soupçonnées d'être des informateurs du gouvernement ainsi que des partisans loyaux du gouvernement ont été arrêtés et emprisonnés par l'ARB. Ces arrestations ont marqué le début d'une vague d'atrocités qui s'est déchaînée contre des innocents et qui ne s'est pas encore apaisée.

La déclaration unilatérale d'indépendance a ensuite été proclamée le 17 mai 1990. Elle avait été précédée par la mise en place du système de commandement militaire provincial, du service de renseignements Me'ekamui et de la police de l'ARB. Déjà bien avant, les dirigeants de l'ARB s'étaient empressés d'établir un réseau de soutien international pour l'organisation

de voyages, d'arrangements financiers et bancaires et l'achat d'équipements militaires. Un montant estimatif de plus de 60 000 kinas (environ 55 290 dollars des Etats-Unis) a été prélevé sur les fonds du Gouvernement provincial des Salomon du Nord et l'on a tenté de transférer le reste des fonds dans un compte de dépôt privé.

L'influence de l'ARB s'est aussi étendue aux atolls immédiatement après le retrait des forces de sécurité, Nissan ayant été choisi comme base d'expansion vers les autres îles. La mainmise de l'ARB sur les atolls a été rendue possible par l'absence de toute surveillance maritime, l'une des conditions du cessez-le-feu.

Depuis que les forces de sécurité ont commencé leurs opérations dans la province des Salomon du Nord, les rebelles ont multiplié les actes de violence pour faire échouer les efforts déployés par le gouvernement national pour restaurer la paix et la normalité dans la province. Il entre dans la stratégie des rebelles de se livrer systématiquement à des actes de violence contre des civils innocents pour faire régner la peur et l'incertitude parmi la population locale et tenter d'obtenir par la force son adhésion politique. Malgré la formidable résistance des chefs locaux et des intéressés, les éléments rebelles qui restent sont de toute évidence résolus à continuer de commettre des actes de violence contre la population locale.

Des citoyens innocents continueront donc d'être les malheureuses victimes des atrocités et des graves violations des droits de l'homme commises par l'ARB.

D. LISTE DES QUESTIONS SPECIFIQUEMENT MENTIONNEES DANS LES RESOLUTIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET LE RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

S'il convient de noter que le chapitre E du présent rapport intitulé "Politique et stratégie actuelles du gouvernement national" fournit des réponses et des explications suffisantes concernant les allégations formulées et les mesures prises par le Gouvernement national papouan-néo-guinéen, l'objet du présent chapitre est d'apporter une réponse aux allégations spécifiques formulées dans les résolutions 1993/76 et 1994/81 de la Commission des droits de l'homme et aux questions soulevées dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote E/CN.4/1994/60.

1. Résolution 1994/81

En ce qui concerne les paragraphes 1, 2, 3 et 4 du dispositif de la résolution 1994/81, le Gouvernement papouan-néo-guinéen fait valoir qu'il a saisi toutes les occasions et utilisé tous les moyens, dont les récents pourparlers organisés en juin 1994 à Honiara (Iles Salomon), pour négocier la paix avec différents groupes, dont l'ARB. Entre autres mesures, il convient de signaler en particulier les suivantes :

a) Amélioration des équipements et de services dont bénéficient les propriétaires fonciers de la région minière de Panguna (décision du Conseil exécutif national No NG 31/88 du 15 décembre 1988) :

- représentation gouvernementale à Panguna;
- électrification des villages autour de Panguna;
- amélioration des services sanitaires dans le secteur de la concession minière; et
- amélioration des installations scolaires communales.

b) Mobilisation des forces de défense pour aider la police dans ses opérations spéciales, y compris l'imposition du couvre-feu (décision 104/88 du Conseil exécutif national, du 7 décembre 1988, et décret 128/88 du gouvernement national, du 8 décembre 1988 :

- En vertu du décret de mobilisation (art. 204 de la Constitution) les forces de défense papouanes-néo-guinéennes doivent aider les autorités civiles (police) à restaurer l'ordre public et la sécurité dans la province des Salomon du Nord à compter du 7 décembre 1988 et aussi longtemps qu'il le faudra pour améliorer la situation.

c) Création d'un comité spécial présidé par Sir John Kaputin (décision No 78/89, du 12 avril 1989, du Conseil exécutif national) chargé d'enquêter sur la situation dans la province des Salomon du Nord et de formuler des recommandations.

d) Mesures ayant trait à l'exploitation minière (décision No 154/89, du 16 août 1989, du Conseil exécutif national) :

- Ensemble de mesures d'indemnisation en faveur des propriétaires fonciers des zones de concession minière et du Gouvernement de la province des Salomon du Nord.

e) Déclaration conjointe en faveur de la paix et de la réconciliation du Gouvernement national, du Gouvernement de la province des Salomon du Nord, des Eglises, des représentants des propriétaires fonciers et des dirigeants de l'ARB, signée le 30 novembre 1989, par laquelle toutes les parties reconnaissaient et acceptaient les initiatives prises par les Eglises pour favoriser la paix et la réconciliation dans la province des Salomon du Nord. A noter que cette déclaration n'a jamais été signée par les représentants de l'ARB.

f) Accords en vue de mettre fin aux hostilités à Bougainville. Les forces de sécurité du Gouvernement papouan-néo-guinéen et l'ARB ont convenu le 1er mars 1990 d'un cessez-le-feu qui a été signé par le colonel Leo Nuia Obe, contrôleur adjoint de l'état d'urgence à Bougainville et Samuel Kauona, commandant de l'ARB.

La signature d'un accord de cessez-le-feu avec les dirigeants de l'ARB constituait de la part du gouvernement national un acte particulièrement courageux qui témoignait de sa confiance et de sa bonne volonté à l'égard du peuple de la province de Bougainville. Cet engagement était conforme au principe fondamental qui sous-tendait sa politique, selon lequel il fallait rechercher, dans la mesure du possible, des solutions pacifiques à la crise de Bougainville.

Il convient de bien préciser que tout au long du processus d'élaboration de l'accord de cessez-le-feu, qui devait entraîner le retrait des forces de sécurité entre janvier et février 1990, les dirigeants de l'ARB étaient pleinement conscients des objectifs du gouvernement national.

Plus exactement, une fois conclu d'un commun accord, le cessez-le-feu en soi réaliserait la condition pour que le gouvernement national, l'ARB et la population de la province de Bougainville se réunissent pacifiquement pour étudier ensemble les moyens de réaliser la paix et la réconciliation dans l'Ile de Bougainville.

C'est dans ce contexte que les dirigeants de l'ARB ont formellement garanti qu'ils ne profiteraient pas du retrait des forces de sécurité pour s'emparer du pouvoir au détriment du gouvernement provincial. En outre, il avait été aussi donné des assurances que le respect de la loi et le maintien de l'ordre seraient assurés par l'ARB et les Eglises et que les dirigeants de l'ARB maîtriseraient les activités de leurs divers groupes.

L'ARB n'a jamais respecté ces assurances et après le retrait des forces de sécurité, à la mi-mars 1990, la province est tombée dans une complète anarchie.

g) Accord de "bonne volonté" du 5 août 1990

Dans ce contexte défavorable, il était difficile au gouvernement national de parvenir à un accord avec les dirigeants de l'ARB concernant la tenue de négociations de paix. Quand le dialogue a finalement pu être rétabli, des négociations ont eu lieu qui ont abouti à la signature de l'Accord de "bonne volonté", le 5 août 1990. Du point de vue du gouvernement national, cet accord était d'une importance cruciale en ce qu'il permettait de rétablir le dialogue avec l'ARB et créait des conditions favorables à la recherche de solutions assurant la paix à long terme et la réconciliation à Bougainville.

L'Accord de "bonne volonté" prévoyait la reprise de la fourniture de biens et de services à la province des Salomon du Nord. Dans le cadre de cet accord, le gouvernement national a mis en oeuvre sa stratégie de restauration, de rééquipement et de réconciliation, qui a été lancée le 24 août 1990. L'objectif de cette stratégie était d'assurer des services dans toute la province.

Malheureusement, l'équipe gouvernementale mixte a été contrée à Buka. Les dirigeants de l'ARB ont exigé que les formalités de débarquement des marchandises soient effectuées à Kieta et ont demandé le retrait des forces de sécurité. Peu après, sur l'invitation des chefs de la communauté de Buka, le gouvernement national a ordonné le redéploiement des forces de sécurité à Buka.

pour faciliter la reprise des services. Le 31 août 1990, les forces de sécurité ont opéré un débarquement forcé à la pointe nord de Buka.

h) Accord de Malagan du 5 octobre 1990

L'Accord de Malagan, signé entre le gouvernement national et les chefs de Buka, dans lequel ces derniers dénonçaient les agissements sécessionnistes et demandaient la présence des forces de sécurité sur l'Ile de Buka.

i) Déclaration d'Honiara du 23 janvier 1991

La Déclaration d'Honiara approuvait la reprise des services et demandait l'amélioration du dialogue en vue d'un règlement négocié destiné à assurer le retour de la paix et de la normalité à Bougainville.

j) Constitution, le 23 septembre 1993, de l'Equipe des négociations de paix pour la province des Salomon du Nord placée sous la présidence du Ministre d'Etat chargé des affaires de Bougainville. Faisaient partie de cette Equipe les présidents de toutes les autorités provisoires, des membres du Parlement national représentant la province et le Ministre des services ruraux et des affaires provinciales.

k) A l'initiative de Sir Julius Chan, alors vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères et du commerce, maintenant Premier Ministre, les négociations ont repris en juin 1994 et ont débouché sur la signature du procès-verbal d'accord de Tambea, le 27 août 1994 (annexe A).

Le procès-verbal d'accord de Tambea établissait le calendrier et le cadre d'un règlement de paix global prévoyant, entre autres, le paiement d'indemnités et le bannissement des éléments irréductibles de l'ARB.

l) Après la signature du procès-verbal d'accord de Tambea, le Premier Ministre a rencontré M. Sam Kauona, à Honiara, les 2 et 3 septembre 1994, pour négocier les Engagements de paix de Bougainville, appelés Engagements d'Honiara.

Les Engagements ont été signés à Honiara le 3 septembre 1994 par le Premier Ministre papouan-néo-guinéen et divers représentants des groupes rebelles menés par M. Sam Kauona, commandant de l'ARB (annexe B), entre autres, et la paix a été immédiatement déclarée le 3 septembre 1994. La Force de maintien de la paix du Pacifique Sud a commencé à se déployer à Bougainville, et le blocus devait être officiellement levé le 3 octobre 1994.

La Conférence de paix de Bougainville qui avait été convenue devait être convoquée à Arawa (Bougainville), au plus tard le 10 octobre 1994.

m) Après les engagements d'Honiara, une délégation papouane-néo-guinéenne conduite par le Ministre des affaires étrangères et du commerce, M. Gabriel Dusava, a rencontré M. Sam Kauona et des représentants de l'ARB pour conclure l'accord de cessez-le-feu (7-8 septembre 1994) à Honiara.

L'accord de cessez-le-feu (annexe C) définit, entre autres, les modalités juridiques et opérationnelles du déploiement de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud, constituée d'éléments des forces régulières d'Australie, des Tonga, de Fidji et de Vanuatu, et précise notamment le statut des forces de maintien de la paix, et prévoit la création de comités pour aider au déploiement de ces forces.

L'accord de cessez-le-feu stipule que l'ARB et les forces de défense papouanes-néo-guinéennes doivent demeurer statiques. A ce jour, il n'y a pas eu de violation délibérée de cette stipulation.

Des consultations ont eu lieu qui ont permis d'aboutir à un accord sur toutes les conditions du déploiement de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud et sur toutes les dispositions de l'Accord sur le statut de ladite force. L'Accord devait être signé avant l'arrivée de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud en Papouasie-Nouvelle-Guinée, prévue pour le 3 octobre 1994.

Outre les moments importants du processus de paix concernant Bougainville qui ont été décrits dans les paragraphes précédents, il convient de signaler aussi les visites régulières des missions diplomatiques de l'Australie et d'autres pays stationnées en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et notamment :

Visite à Bougainville d'une délégation parlementaire australienne (18-22 avril 1994)

La décision du Gouvernement papouan-néo-guinéen d'inviter une délégation parlementaire australienne à se rendre à Bougainville a ouvert la voie à la venue d'autres délégations de pays voisins.

Cette délégation a confirmé que la politique et la stratégie actuelles du Gouvernement papouan-néo-guinéen, décrites au chapitre E, étaient bien orientées vers le rétablissement de la confiance, la restauration et la reconstruction et non pas vers la recherche de solutions militaires.

Visite du Prince héritier des Tonga

La visite du Prince héritier des Tonga montre aussi que le Gouvernement papouan-néo-guinéen est disposé à prendre en considération les opinions et les propositions que les pays voisins peuvent formuler en vue de résoudre la crise de Bougainville.

Visite du Représentant du Secrétaire général de l'ONU

M. Francesc Vendrell, Directeur de la Division de l'Asie de l'Est et du Pacifique au Département des affaires politiques de l'ONU, a visité la Papouasie-Nouvelle-Guinée du 8 au 12 juillet 1994 et s'est notamment rendu à Buka le 10 juillet. Il avait pour mission de déterminer les formes d'assistance que l'ONU pouvait fournir à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, conformément au paragraphe 7 de la résolution 1994/81 de la Commission des droits de l'homme. Il avait aussi pour tâche d'enquêter sur l'évolution des négociations de paix entre le gouvernement et l'ARB.

Le gouvernement n'a pas eu connaissance de la teneur du rapport de M. Vendrell au Secrétaire général de l'ONU.

2. Rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1994/60)

Il convient de noter que la Papouasie-Nouvelle-Guinée est partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir :

- a) Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- b) Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide;
- c) Convention relative aux droits de l'enfant;
- d) Convention sur les droits politiques des femmes;
- e) Convention relative au statut des réfugiés;
- f) Protocole relatif au statut des réfugiés.

La réponse du Gouvernement papouan-néo-guinéen au rapport précité est la suivante :

a) Rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est partie à la Convention depuis 1982 et doit présenter un rapport chaque année. Il est à noter qu'un projet de rapport est en cours d'élaboration avec l'assistance du Centre pour les droits de l'homme.

b) Rapport au Comité des droits de l'enfant

Comme on l'indique dans le rapport, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant le 1er mars 1993. Conformément aux procédures prévues par la Convention elle ne doit présenter un rapport qu'en 1995.

c) Rapport du Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

On trouvera ci-après la réponse du Gouvernement papouan-néo-guinéen à la demande d'informations qu'il a reçue du Rapporteur spécial en date du 21 mai 1993 au sujet de MM. Ken Savia, Toromura et Gabriel Tameung :

- i) M. Ismael Toromura a été blessé en 1992 lors d'un raid effectué par les forces de sécurité dans un camp de l'Armée révolutionnaire de Bougainville, dans le village de Teopasino, dans le secteur de Tinputz. Ses compagnons l'ont emmené pour le faire soigner à Honiara où l'on pense qu'il résiderait encore à ce jour;

- ii) M. Ken Savia, ancien employé des postes et télécommunications, était chargé de tous les réseaux de communication de l'ARB sur l'île. Il a été nommé ministre des communications par M. Francis Ona au sein du gouvernement illégal de Meekamui après la déclaration unilatérale d'indépendance de Bougainville. Plus tard, il est devenu présentateur à la radio libre de Bougainville, à Kieta, chargé de faire la propagande de l'ARB, ce qui lui valut le surnom de "Black Beauty". Lorsque la ville d'Arawa a été reprise, il faisait partie des personnes évacuées le 15 février 1993 vers Wakunai. Il a été vu pour la dernière fois avec des groupes de résistants, le 16 février 1993, à Wakunai; et
- iii) M. Gabriel Tameung n'a pas été tué par les forces de sécurité comme cela est allégué. En fait, aucune information n'a pu être obtenue à son sujet. L'ARB a la réputation d'exécuter sans merci des civils innocents et des sympathisants du gouvernement national. Originaire de la région de Kieta, M. Tameung y serait encore, probablement retenu en otage s'il n'a pas été tué par l'ARB.

Le gouvernement dément catégoriquement les allégations qui émaneraient de l'ARB, communiquées par le Rapporteur spécial le 29 juillet 1993, concernant des violations à grande échelle des droits de l'homme et en particulier l'arrestation de membres présumés de l'ARB, les pilonnages et les bombardements de civils par les forces militaires du Gouvernement papouan-néo-guinéen et les massacres dans les "centres de soins" contrôlés par le gouvernement. Ces allégations sont mensongères et sans fondement.

- d) Services consultatifs et assistance technique du Centre pour les droits de l'homme

Depuis l'établissement, en 1993, d'une coopération entre le Gouvernement papouan-néo-guinéen et le Centre pour les droits de l'homme, un projet de programme de coopération technique a été soumis pour examen au gouvernement.

Ce projet prévoit la fourniture de services d'experts par le Centre pour aider le gouvernement :

- i) à organiser un atelier national préalablement à la création de la Commission papouane-néo-guinéenne des droits de l'homme;
- ii) à mettre en forme le rapport à présenter au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; et
- iii) à assurer une formation dans le domaine des droits de l'homme aux responsables de l'application des lois.

Des progrès ont été réalisés dans ces trois domaines, sous l'impulsion du Ministère de la justice. Il est prévu qu'un atelier national sera organisé dans le courant de l'année.

e) Amnesty International

En réaction aux informations publiées par cette organisation en octobre 1993, le Gouvernement papouan-néo-guinéen tient à faire dire que des atrocités ont été commises des deux côtés pendant toute la durée de la crise de Bougainville.

Pendant le conflit des violations des droits de l'homme ont été commises tant par les forces gouvernementales que par l'ARB; la plupart des civils qui en ont été victimes sont des gens qui ont été pris entre deux feux ou entraînés dans les déplacements massifs de population pour des raisons de sécurité. Il n'y a eu aucun cas de viol, de sévices sexuels, de tortures ou d'exécutions dans les "centres de soins".

Il convient aussi de noter que pendant toute la durée du conflit armé les garanties constitutionnelles, judiciaires et autres concernant la protection des droits de l'homme ont été observées par le Gouvernement papouan-néo-guinéen et ses forces de sécurité.

Pour ce qui est du soi-disant blocus et des mesures de restriction imposés à l'Ile, il doit être clairement entendu qu'ils étaient destinés à assurer la sécurité du personnel qui se rendait sur l'Ile. Ces mesures seront levées à compter du 3 octobre 1994.

f) Médecins sans frontières

Contrairement à ce qu'il est prétendu dans la lettre ouverte du 11 novembre 1993 de cette organisation, comme on l'a expliqué ci-dessus, il n'y a pas eu à proprement parler de blocus de l'Ile; mais c'est par souci de sa sécurité que les forces de défense papouanes-néo-guinéennes ont empêché le personnel de Médecins sans frontières de se rendre sur l'Ile.

Le gouvernement n'est pas en mesure d'évaluer pleinement les pertes en vies humaines qu'a entraînées ces trois ou quatre dernières années le manque de soins préventifs et de médicaments dans les secteurs où la sécurité n'était pas assurée par les forces de défense papouanes-néo-guinéennes; mais il faut bien noter que pendant toute la durée de la crise, des convois d'équipes médicales et autres ont été victimes d'embuscades et d'attaques de l'ARB qui ont causé des pertes en vies humaines et en approvisionnements médicaux.

g) Autres sources non gouvernementales

Le Gouvernement papouan-néo-guinéen ne peut que déplorer qu'une organisation aussi respectable que l'ONU, et son Secrétaire général, prennent au sérieux des allégations émanant de personnes telles que Rosemarie Gillespie, "avocate" australienne. Pour le gouvernement, les faits montrent que Mme Gillespie est une personne mentalement instable et une agitatrice qui s'est introduite illégalement à plusieurs reprises en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui ne représente nullement les intérêts ou les préoccupations réels des habitants de Bougainville.

Mme Gillespie a déjà été expulsée plusieurs fois par d'autres gouvernements de la région pour propagande antigouvernementale.

Elle n'hésite pas à répandre de fausses informations qui inquiètent inutilement les Bougainvilliens.

Par conséquent, le gouvernement n'admet pas qu'il puisse être tenu compte des déclarations de Mme Gillepsie dans le rapport du Secrétaire général et se réserve le droit de ne pas répondre à ses allégations.

La situation à Bougainville est une affaire intérieure qui relève exclusivement du Gouvernement papouan-néo-guinéen.

Toute ingérence extérieure dans une affaire qui est essentiellement d'ordre intérieur est totalement dépourvue de légitimité. Une telle ingérence porte atteinte à la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La population de Bougainville n'est en aucune manière différente de celle des autres régions de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Un Papouan-néo-guinéen est un autochtone et, en tant que tels, les Bougainvilliens n'ont aucun droit particulier à faire valoir.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est le résultat de l'intégration de centaines de tribus. Notre unité est dans la diversité. Il n'appartient pas à l'ONU de désunir et de désintégrer des nations parce qu'une tribu revendique son autonomie.

Il n'y a absolument aucune raison de faire une différence entre les habitants de Bougainville et ceux du reste de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en arguant du statut de minorité, de différences linguistiques, culturelles, ou même de raisons historiques. Il n'existe non plus aucun argument en faveur de l'autodétermination puisque la province des Salomon du Nord fait partie intégrante de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et n'est pas par conséquent sous domination ou occupation étrangère.

Ceux qui se croient obligés de faire des commentaires sur la situation à Bougainville ou bien ont des motifs inavoués ou bien croient à tort que le Gouvernement papouan-néo-guinéen viole systématiquement les droits de l'homme à Bougainville.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée jouit d'une démocratie parlementaire enviable. Les droits de l'homme fondamentaux sont garantis par la Constitution nationale et des voies de droit sont prévues pour obtenir réparation de toute violation de ces droits.

Le Gouvernement papouan-néo-guinéen est confronté à d'étranges campagnes médiatiques lancées par une presse assoiffée de sensationnalisme. Ignorant tout de la véritable situation à Bougainville et de la position du gouvernement à l'égard de la crise, les gens ne peuvent qu'avoir des idées fausses lorsqu'ils lisent dans les journaux des titres comme "Le sang coule à Bougainville" (Sydney Morning Herald); "Les forces se déchaînent contre Bougainville" (Melbourne Age); "Une sale guerre à nos portes" (Sun Brisbane). Des titres insultants se faufilent aussi dans la presse, comme "Massacres en Papouasie-Nouvelle-Guinée où les chiens sont lâchés" (Weekend Australian du 27 janvier 1990); d'autres articles à sensation du même genre publiés

par divers journaux contribuent à donner une image complètement déformée de la situation réelle.

Les médias, les ONG, les particuliers et bien sûr les gouvernements ont un rôle important à jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, en toute objectivité. Lorsque certains abusent de ce rôle pour des motifs inavoués, l'intégrité et l'honnêteté qui doivent caractériser les efforts sincères pour faire triompher la cause des droits de l'homme sont gravement compromises. Les rebelles sont encouragés par une publicité internationale irresponsable, en particulier dans les pays de la région du Pacifique Sud. Les nouvelles publiées émanent en général de sources douteuses, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement concoctées pour faire monter la vente des journaux.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée constate avec beaucoup d'inquiétude et de consternation que des particuliers, des ONG, et même des pays situés aussi loin que l'Afrique, se servent de la bannière des droits de l'homme pour promouvoir des intérêts purement égoïstes. Les particuliers, les organisations et les gouvernements qui se laissent aller à de telles pratiques devraient être condamnés pour leur duplicité et leur malhonnêteté.

E. PRINCIPES QUI SOUS-TENDENT LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE DU GOUVERNEMENT NATIONAL CONCERNANT BOUGAINVILLE

1. Politique

Les principes généraux qui sous-tendent la politique adoptée par le Gouvernement national papouan-néo-guinéen à l'égard de la crise à Bougainville sont exposés dans la décision du Comité exécutif national No 111/89 du 7 juillet 1989. Des déclarations ultérieures de premiers ministres et de divers autres ministres ont explicité et précisé cette politique. Il en ressort ce qui suit :

1.1 Bougainville fait partie intégrante de l'Etat indépendant et souverain de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. De ce fait, toute relation politique avec la province doit être déterminée dans le cadre des lois constitutionnelles de la Papouasie-Nouvelle-Guinée : la sécession n'est pas négociable.

1.2 La crise de Bougainville est une affaire intérieure. Sa gestion et la recherche d'un règlement acceptable qui y mette fin restent la prérogative exclusive du Gouvernement papouan-néo-guinéen.

1.3 Tous les organes établis par les lois et la Constitution de l'Etat doivent aider au rétablissement de la normalité dans la province de Bougainville.

1.4 Les répercussions que pourrait avoir la crise sur des pays voisins indépendants seront étudiées et réglées au moyen d'un protocole international permanent donnant effet au principe du respect de la souveraineté et de l'identité des pays concernés.

1.5 Dans l'intérêt et le respect de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales et internationales, le Gouvernement papouan-néo-guinéen

communiquera régulièrement des informations aux organisations dont son pays est membre.

2. Stratégie

Pour assurer la continuité de la politique nationale d'ensemble, le Conseil exécutif national par sa décision 112/90 du 27 juin 1990 a adopté un schéma stratégique général intitulé Restauration, réinsertion et réconciliation (3 R). Les éléments de cette stratégie sont les suivants :

2.1 Restauration

Restaurer l'autorité constitutionnelle du Gouvernement papouan-néo-guinéen et les services essentiels aux habitants de Bougainville.

2.2 Réinsertion

Réinsérer les victimes de la crise et les personnes déplacées de la province des Salomon du Nord (Bougainville) et préparer graduellement leur réinstallation dans leurs villages et leur réinsertion dans leur collectivité.

2.3 Réconciliation

Etablir un dialogue pacifique entre le gouvernement national et la population de la province des Salomon du Nord et entre les parties en conflit dans la province.

F. DEPLOIEMENT DES FORCES DE SECURITE DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN

Les forces de sécurité jouent un rôle majeur dans la mise en oeuvre de la stratégie gouvernementale destinée, premièrement, à restaurer la paix et l'ordre à Bougainville et, deuxièmement, à rétablir les services à sa population.

Le déploiement des forces de sécurité, et plus particulièrement de la Force de défense papouane-néo-guinéenne à Bougainville, a été effectué conformément aux dispositions de l'article 204 de la Constitution et des articles pertinents de la loi relative à la défense pour aider les forces de police (civiles) à rétablir l'ordre la sécurité publics en attendant que la situation s'améliore.

Tel est l'objectif fondamental du gouvernement; pour que les produits de première nécessité tels que denrées alimentaires, vêtements, médicaments, etc., parviennent à leurs destinataires, il est nécessaire d'assurer la protection du personnel chargé de les acheminer et des produits eux-mêmes. D'ores et déjà, on a réussi à restaurer certains services dans la province.

La présence des forces de sécurité à Bougainville contribue à la réalisation de l'objectif que s'est donné le Gouvernement, mais elle répond aussi à la demande des chefs et de la population qui doivent être protégés contre les attaques des rebelles.

Les forces de sécurité ont joué un rôle important dans le rétablissement de l'autorité du gouvernement dans presque toutes les parties de l'Ile.

La présence des forces de sécurité a contribué, et contribue encore, à la restauration rapide et régulière des services à l'ensemble de Bougainville. Grâce à ce programme intensif de restauration des services, la population de Bougainville peut reprendre confiance et être assurée de la volonté du gouvernement de trouver une solution amiable à la crise.

G. RESTAURATION DES SERVICES

La stratégie appliquée pour restaurer l'ordre public et rétablir les services est essentiellement fondée sur l'Accord de Malagan, dans lequel il est demandé aux forces de sécurité de collaborer avec les responsables de la province. Dans le cadre de cet accord, les forces de sécurité n'occupent des secteurs qu'à la demande expresse des responsables locaux.

Cette stratégie a jusqu'à présent donné de bons résultats; des centaines de villageois en fuite viennent chercher refuge auprès des forces de sécurité. Les rapports entre la population et les forces de sécurité se sont beaucoup améliorés, de sorte que les forces de sécurité trouvent un large appui auprès de la population locale.

L'évolution favorable qui s'est manifestée récemment dans le centre et dans le sud de Bougainville donne à penser que, d'ici à la fin de l'année, le reste de la population, soit 5 %, reconnaîtra l'autorité du gouvernement national. Le nombre croissant de personnes qui quittent les secteurs où règne l'anarchie à la recherche de conditions de vie meilleures est le signe que la population veut la paix.

1. Structure politique

1.1 Autorités provisoires

Le Gouvernement provincial des Salomon du Nord reste suspendu, mais des autorités politiques provisoires ont été établies dans le cadre de la stratégie de restauration des services. Il existe maintenant au total huit de ces autorités dans la province, à savoir dans les atolls, à Buka, dans le Nord-Ouest, dans le Nord-Est, à Bana, dans le Sud-Ouest, dans le Centre et à Telei.

1.2 Conseil des chefs

Le Conseil des chefs a été officialisé par le Conseil exécutif national compte tenu de la situation spécifique de Bougainville et de l'attachement de sa population à cette institution.

A la fin de 1992, tous les secteurs de la Province ont exercé de fortes pressions pour que le Conseil des chefs soit doté d'un statut officiel. Les représentants locaux du gouvernement ont ressenti ces pressions et en ont tenu compte.

Le rôle joué par les chefs pendant la crise a montré que le Conseil des chefs était une institution très influente dans la Province.

2. Administration

L'administration des Salomon du Nord est actuellement placée sous l'autorité d'un administrateur, M. Sam Tulo, qui est aussi Secrétaire de la Province. En attendant la reprise d'Arawa, Buka est provisoirement le centre administratif de la province.

Les unités administratives de district ont été rétablies dans tous les secteurs relevant des autorités provisoires. Du fait des conditions de sécurité, le gouvernement reprend progressivement le contrôle de divers secteurs de Bougainville au fur et à mesure de la restauration des services et de l'administration de la province.

3. Restauration : progrès réalisés par les autorités provisoires

3.1 Buka et les atolls

La sécurité a été rétablie à Buka et dans les atolls où la vie a repris son cours normal. Les habitants peuvent se déplacer librement à tout moment et les activités économiques ont repris avec dynamisme. Toutes les écoles et tous les centres de santé ont été rouverts.

Buka est actuellement le siège de l'Administration provisoire de la Province de Bougainville en attendant que l'Administration provinciale puisse se réinstaller en toute sécurité à Arawa.

Résolue à se débarrasser de l'ARB, la population de Buka a coopéré sans réserve à tous les niveaux de responsabilité des communautés.

3.2 Nord-Est (Tinoutz et Wakunai)

La sécurité a été rétablie dans le district du Nord-Est désormais sous contrôle du gouvernement. Les écoles ont été rouvertes, ainsi que les centres de santé.

Les activités économiques reprennent lentement dans le district où sévissent encore quelques éléments de l'ARB qui ne se sont pas encore rendus aux autorités gouvernementales. Ces rebelles armés sont craints, même s'ils semblent pour l'instant vivre tranquillement dans leurs villages respectifs.

Des travaux de réfection des routes sont en cours.

Il faudra encore quelque temps avant que le secteur soit complètement libéré, même si désormais la population peut s'y déplacer assez librement. La présence menaçante de quelques rebelles, dont un certain Allster et un certain Alphonse armés de fusils automatiques, suscite la crainte parmi la population.

3.3 Nord-Ouest (Selau, Suir, Soroken, Hahon, Kunua, Kareaka, Torokina)

Il s'agit d'un district étendu faiblement peuplé (environ 18 000 personnes).

La plupart des écoles et des centres de santé ont été rouverts, en particulier dans les îles de Selau, de Saposa et de Talof.

La population circule librement entre Soroken et Kunua.

Les secteurs de Kunua et de Keriaka sont encore étroitement surveillés par les troupes qui y sont déployées pour traquer les rebelles qui s'y trouvent encore ou des bandits qui s'en prennent à la population civile.

La situation est normale à Selau où les activités économiques ont repris dans le secteur de Bonis ou se sont maintenues aux alentours de la ville de Buka, de l'autre côté du passage de Buka.

Il faudra encore quelque temps avant que l'ensemble du district puisse être déclaré sûr.

3.4 Bougainville Sud (Siwai, Nagovis et Buin)

Les 80 % de ce secteur sont maintenant sous le contrôle du gouvernement; des troupes sont stationnées à Buin, Tabado, Piano, Tonu, Kangu, et maintenant Boku.

Les activités économiques ont un peu repris dans le secteur, en particulier à Siwai d'où du cacao a été expédié par avion à Buka et où quelques boutiques ont rouvert.

Les chefs et la résistance locale en collaborant avec l'armée ont facilité l'avance des troupes jusqu'à Boku.

Il manque une autorité incontestée et loyale dans le district de Buin dont certains dirigeants ont un comportement qui semble suspect aux militaires.

Un incendie suspect qui s'est déclaré dans la salle des professeurs de l'école secondaire de Buin conduit à se demander si les chefs et autres responsables de Buin collaborent loyalement au rétablissement des services gouvernementaux.

3.5 Région centrale

La sécurité n'est pas encore suffisamment assurée dans la plupart des secteurs de la région centrale pour que des services de base puissent y être restaurés, comme le montre le petit nombre d'écoles et de services de santé qui ont été rouverts.

Certaines routes ont été rouvertes mais ne sont pas encore accessibles pour des raisons de sécurité.

Malgré toutes les difficultés, des progrès sont réalisés dans les secteurs où les forces de sécurité sont présentes.

Les quais de Kieta sont en réparation et d'importantes opérations de nettoyage sont en cours dans la commune d'Arawa.

C'est à Arawa que doit se tenir la Conférence de paix qui doit s'ouvrir le 10 octobre 1994.

Peu à peu, les activités économiques reprennent.

3.6 Telei

Les activités de restauration des services de l'autorité provisoire de Telei (Bougainville-Sud) ont été perturbées par l'ARB. Bien que la plupart des dispensaires aient été rouverts, la population se montre réticente à s'y rendre par crainte de persécutions de l'ARB.

L'école secondaire de Buin est provisoirement fermée.

Le cessez-le-feu devrait permettre la reprise des activités économiques et sociales.

3.7 Autorité provisoire de Bana

Il s'agit là d'une nouvelle autorité provisoire. La restauration des services dans ce secteur progresse, mais l'accès du secteur reste difficile en raison des travaux de réfection des routes.

Les activités économiques reprennent lentement mais, là encore, l'accord de cessez-le-feu devrait contribuer à une amélioration de la situation.

4. Centres de soins

Des centres de soins ont été créés pour accueillir temporairement des personnes et des familles déplacées soit parce qu'elles ont été évacuées lors d'opérations militaires soit parce qu'elles ont fui de crainte d'être capturées ou persécutées par l'Armée révolutionnaire de Bougainville.

Il existe 34 centres, tous installés sur l'île de Bougainville. A la date du 23 septembre 1994 quelque 66 860 personnes vivaient dans ces centres. Toutes les semaines, des réfugiés arrivent des secteurs nouvellement reconquis dans le centre et le sud de Bougainville.

Le gouvernement est responsable de la sécurité des centres ainsi que des services de base (alimentation, abris et vêtements) et de santé.

Les centres situés à l'intérieur de Bougainville ne sont accessibles que par hélicoptère. Les approvisionnements de base nécessaires à ces centres sont souvent retardés en raison des problèmes de transport et de sécurité.

Le gouvernement s'emploie de son mieux à protéger, à nourrir et à vêtir les familles déplacées qui se trouvent dans les centres malgré l'acharnement de l'ARB à troubler la paix par des actes de violence dirigés contre elles.

Près de 1 600 personnes ont quitté les centres de soins pour rentrer dans leurs villages dans les secteurs de Kuraio, Dunua et Sovele. Dans les centres établis depuis longtemps, les résidents sont encouragés et aidés à cultiver des potagers, de manière à ce qu'ils soient moins dépendants de l'assistance du gouvernement.

De nombreuses personnes déplacées devraient retourner dans leurs foyers pendant la période de cessez-le-feu.

H. CONCLUSIONS

Si l'on en croit les allégations concernant des violations des droits de l'homme contenues dans le rapport du Secrétaire général de Bougainville, l'ARB et les forces de sécurité seraient également fautifs; mais ces allégations restent à prouver en ce qui concerne les deux parties, ce qui ne sera possible que lorsque la sécurité se sera améliorée dans la province. Bien évidemment, lorsque la situation sera redevenue normale dans l'ensemble de la province, dans le cadre du processus de réconciliation, un rapport détaillé devra être établi concernant ces allégations. Aussi cruel que cela puisse être, dans tout conflit armé des êtres humains perdent la vie et des biens sont endommagés. A cet égard, la crise de Bougainville n'est pas différente de celles qui sont à déplorer dans d'autres pays.

Le Gouvernement national est en train de prendre des dispositions en vue d'établir à Bougainville un bureau, où seront affectés des fonctionnaires de la police civile et du Ministère de la justice qui seront chargés d'enregistrer et d'examiner les plaintes relatives à des violations des droits de l'homme dans la province. Ce bureau sera la principale source d'informations sur les violations des droits de l'homme lorsque la situation sera redevenue tout à fait normale dans la province.

En conclusion, la crise de Bougainville reste une affaire intérieure à laquelle l'ARB et ses propagandistes essaient de donner une dimension régionale et internationale, mais qu'il appartient au seul Gouvernement papouan-néo-guinéen de régler conformément à la Constitution, aux autres lois et à la politique nationales.

La province de Bougainville, comme toute autre province de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a ses particularités culturelles et géographiques, mais elle fait partie intégrante d'une nation qui a acquis son unité par son histoire, par des négociations et par sa volonté exprimée par une Assemblée constituante avant son accession à l'indépendance. C'est une nation qui a réalisé son unité dans la diversité. C'est à cela qu'elle doit sa force. La sécession d'une de ses provinces sous l'influence de l'ONU ou de toute autre instance donnerait le signal de la désintégration de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cela ne saurait être le rôle de l'ONU ou de ses organes et institutions.

Le gouvernement a fait preuve de conscience, de sensibilité et de responsabilité, comme en témoigne le processus de paix en cours.

Les allégations relatives à des violations des droits de l'homme sont donc exagérées, mensongères et partiales. On voudrait faire croire que l'ARB et les forces de sécurité sont également responsables des violations qui ont pu être commises. Il n'est pourtant plus à démontrer que les violations commises gratuitement par l'ARB dépassent de loin, en nombre et en gravité, celles qui pourraient être reprochées aux forces disciplinées de l'armée et de la police de l'Etat.

Les forces de sécurité sont présentes à Bougainville parce que la population l'a demandé mais aussi parce que de toute façon la Constitution les charge du devoir de protéger la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée entretient d'excellentes relations bilatérales avec les Iles Salomon, l'Accord d'Honiara facilitant grandement le processus de paix en cours en ce qui concerne Bougainville.

Annexe A

PROCES-VERBAL D'ACCORD
DE TAMBEA

17 AOÛT 1994

Annexe A

PROCES-VERBAL DES ENTRETIENS TENUS A TAMBEA ENTRE DES REPRESENTANTS
DU GOUVERNEMENT PAPOUAN-NEO-GUINEEN, DE L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE
DE BOUGAINVILLE ET DE L'ORGANISATION CONNUE SOUS LE NOM DE
GOUVERNEMENT INTERIMAIRE DE BOUGAINVILLE, 26-27 AOUT 1994,
TAMBEA, ILES SALOMON

Introduction

1. A la suite du procès-verbal approuvé et signé entre des représentants de l'organisation connue sous le nom de "Gouvernement intérimaire de Bougainville" et des représentants d'autres groupes pacifistes de Bougainville et de hautes personnalités du Gouvernement papouan-néo-guinéen le 11 juin 1994, à Honiara, en vue d'un règlement de paix négocié à la crise de Bougainville, une délégation du Gouvernement national conduite par M. Brown Bai, CBE, a eu des entretiens d'une vaste portée avec une délégation de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville et de l'ARB conduite par M. Sam Kauona les 26 et 27 août 1994 à Tambea, non loin d'Eoniarra (Iles Salomon).

Liste des participants

2. Voir appendice I.

Président/Organisateur

3. La réunion a été présidée par S. E. Francis Saemaia, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères des Iles Salomon, qui en était l'organisateur.

Ouverture de la réunion

4. Le Président a ouvert la réunion par une prière. Dans sa déclaration d'ouverture, le Président a souhaité la bienvenue à Honiara aux deux délégations. Il a spécialement remercié M. Sam Kauona de s'être libéré pour assister à la réunion, espérant que les dispositions prises pour sa délégation lui donnaient satisfaction. Le Président a aussi remercié la délégation papouane-néo-guinéenne d'avoir répondu promptement à l'invitation qui lui avait été faite d'assister à la réunion, et en particulier le Haut Commissaire papouan-néo-guinéen, M. Joseph Assaigo, qui avait efficacement coordonné la participation de la délégation papouane-néo-guinéenne. Le Président a ensuite souligné l'importance de la réunion qui représentait une initiative constructive frayant la voie vers la paix à Bougainville.

5. Le Président a proposé aux délégations de donner à la réunion les principaux objectifs ci-après :

- a) reprendre le dialogue suspendu le 19 juin; et
- b) décider des étapes à suivre dans ce dialogue sur la voie de la paix à Bougainville.

Cette proposition a été adoptée.

6. Les étapes ci-après ont été fixées d'un commun accord pour la poursuite des consultations :

- 1ère étape Réunion consultative entre le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères des Iles Salomon et M. Sam Kauona le 23 août.
- 2ème étape Réunion consultative de haut niveau entre de hautes personnalités du Gouvernement papouan-néo-guinéen et le Commandant de l'armée révolutionnaire de Bougainville et des représentants de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville.
- 3ème étape Réunion ministérielle, le 2 septembre, dans les Iles Salomon.
- 4ème étape Conférence de paix de Bougainville, à Bougainville.

L'allocution du Président fait l'objet de l'appendice II.

7. Les deux délégations ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement des Iles Salomon pour son assistance soutenue et ses efforts pour faciliter le processus de paix de Bougainville.

8. La délégation papouane-néo-guinéenne a affirmé avoir plein mandat de son gouvernement pour négocier aussi rapidement que possible un règlement pacifique du conflit de Bougainville. Depuis la réunion précédente, le Gouvernement papouan-néo-guinéen avait donné pour instruction à ses représentants de poursuivre les pourparlers avec les chefs de l'ARB et de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville. C'était en application de ces instructions que la délégation papouane-néo-guinéenne participait à la réunion en cours. La Papouasie-Nouvelle-Guinée ne reniait pas l'accord conclu lors de la réunion qui s'était tenue à Honiara les 4 et 11 juin 1994 mais attendait l'occasion qui lui était maintenant offerte.

9. Les représentants de l'ARB et de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville ont aussi déclaré avoir le plein mandat et la ferme volonté de restaurer la paix à Bougainville. Pour eux, la paix était plus importante que toute considération politique.

10. Le texte des déclarations de l'ARB et de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville est reproduit dans les appendices III et IV.

Suspension de la réunion

11. Le Président a suspendu la réunion pour permettre aux consultations de se poursuivre des deux côtés.

Reprise de la réunion

12. Lors de la reprise de la réunion, le Président a offert des colliers de coquillages servant de monnaie aux membres des deux délégations.

13. Les deux délégations ont exprimé leur gratitude au Président pour ce geste de bonne volonté mélanésienne, conscientes de l'importance que revêtait cette monnaie de coquillages dans le règlement des conflits en Mélanésie.

14. Il a été décidé que la réunion ministérielle aurait lieu le vendredi 2 septembre 1994 dans les Iles Salomon.

15. Il a été également décidé que des représentants de l'Armée révolutionnaire de Bougainville et de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville rencontreraient les présidents des autorités légales provisoires de Bougainville avant la réunion ministérielle.

16. Les délégations ont adopté l'ordre du jour ci-après pour la réunion ministérielle :

- i) Cessez-le-feu immédiat et déclaration de paix officielle
- ii) Introduction de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud
- iii) Levée officielle du blocus
- iv) Pardon, amnistie et refuge temporaire
- v) Réconciliation et indemnisation
- vi) Restauration et reconstruction
- vii) Ordre du jour pour la Conférence de paix de Bougainville
- viii) Questions diverses.

17. Les deux parties ont été d'accord pour considérer que l'ordre du jour de la Réunion ministérielle n'était pas exhaustif mais pourrait comporter d'autres questions qui pourraient être soulevées lors de la réunion entre les représentants de l'Armée révolutionnaire de Bougainville et de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville et les présidents des autorités légales provisoires de Bougainville.

Clôture de la réunion

18. Les deux parties se sont félicitées des résultats de la réunion et ont remercié le Président de l'avoir convoquée.

19. Le Président a remercié les deux délégations d'avoir établi un dialogue franc et constructif et les a assurées de la volonté des Iles Salomon d'aider au processus de paix de Bougainville.

20. Les deux parties sont convenues que le présent procès-verbal constituait entre elles un accord qui les liait.

Signé à Tambea le vingt-septième jour d'août 1994

Le Secrétaire du Premier Ministre
et du Cabinet du Premier Ministre
de la PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Brown Bai CBE

Le Général Sam Kauona
Commandant
de l'Armée révolutionnaire
de Bougainville

Le Ministre des affaires étrangères
et du commerce de la
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Gabriel Dusava

Le Représentant de l'organisation
connue sous le nom
de Gouvernement intérimaire
de Bougainville

Martin Miriori

L'organisateur de la réunion,
Le Vice-Premier Ministre et Ministre
des affaires étrangères des
ILES SALOMON

S.E. Francis J. Saemaia

ANNEXE B

LES ENGAGEMENTS D'HONIARA

3 SEPTEMBRE 1994

ANNEXE B

LES ENGAGEMENTS DE PAIX DE BOUGAINVILLE DITS "ENGAGEMENTS D'HONIARA", PRIS
ENTRE S. E. SIR JULIUS CHAN, PREMIER MINISTRE PAPOUAN-NEO-GUINEEN ET
M. SAM KAUNA, COMMANDANT DE L'ARMEE REVOLUTIONNAIRE DE BOUGAINVILLE,
LE 3 SEPTEMBRE 1994

Le Premier Ministre papouan-néo-guinéen, S. E. Sir Julius Chan, et le Commandant de l'Armée révolutionnaire de Bougainville, M. Sam Kauona, s'étant rencontrés à Honiara, Iles Salomon, les 2 et 3 septembre 1994, et

- Prenant acte avec une profonde satisfaction et une profonde gratitude du procès-verbal des entretiens de Tambea entre des hauts représentants du Gouvernement papouan-néo-guinéen et M. Sam Kauona, les 26 et 27 août 1994, qui ont arrêté l'ordre du jour de la présente réunion;
- Conscients des souffrances et des épreuves endurées par le peuple de Bougainville et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis le début du conflit;
- Reconnaissant les progrès réalisés jusqu'ici par les deux parties dans les efforts qu'elles ont déployés individuellement et collectivement pour la préparation du processus de paix à Bougainville;
- Reconnaissant le rôle important joué par les présidents des autorités légales provisoires de Bougainville ainsi que par les représentants d'autres groupes de Bougainville et conscients de l'importance de la réunion avec M. Sam Kauona et des représentants de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville qui se tient à Honiara depuis le jeudi 1er septembre 1994;
- Conscients en outre de la nécessité d'accélérer le processus de paix en réunissant la Conférence de paix de Bougainville;
- Profondément reconnaissants au Gouvernement salomonien de la bonne volonté et des efforts qu'il n'a cessé de déployer pour faciliter le dialogue en préparation du processus de paix à Bougainville, et plus particulièrement pour la convocation de la présente réunion;

Sont convenus de ce qui suit :

1. Que la paix est, par les présentes, déclarée immédiatement à Honiara, ce troisième jour de septembre 1994; en conséquence toutes les forces conserveront leurs positions et le cessez-le-feu sera déclaré par les deux parties à une heure et à une date à convenir qui seront annoncées dans un délai de sept jours à compter des présents engagements.
2. Qu'une Force de maintien de la paix du Pacifique Sud sera déployée à Bougainville aussi rapidement que possible après la déclaration du cessez-le-feu lorsque les mécanismes et arrangements nécessaires auront été mis au point au cours de consultations avec les gouvernements participants et en concertation avec les commandants des forces des deux parties.

3. La levée officielle du blocus interviendra après que des consultations aient eu lieu entre le Gouvernement papouan-néo-guinéen, le Gouvernement salomonien et une tierce partie.

4. Les questions de :

- i) pardon, amnistie et refuge temporaire;
- ii) réconciliation et indemnisation; et
- iii) restauration et reconstruction

seront examinées par la Conférence de paix de Bougainville.

5. La Conférence de paix de Bougainville sera convoquée à Bougainville ou en un autre lieu en Papouasie-Nouvelle-Guinée à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux parties, de préférence avant le 10 octobre 1994.

Signé à Honiara, le samedi 3 septembre 1994

Le Premier Ministre papouan-néo-guinéen
S. E. JULIUS CHAN

Le Commandant de l'Armée
révolutionnaire de Bougainville

M. SAM KAUONA

Le Représentant de haut niveau
M. BROWN BAI

Le Secrétaire du commandement de
l'Armée révolutionnaire
de Bougainville

PHILIP BANAS

Autorités légales
M. THOMAS ANIS

Le Représentant de l'organisation
connue sous le nom de
Gouvernement intérimaire de
Bougainville

MARTIN MIRIORI

L'Organisateur et Président,
le Premier Ministre des Iles Salomon

S. E. FRANCIS BILLY HILLY

ANNEXE C

ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU

8 septembre 1994

ANNEXE C

ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU POUR BOUGAINVILLE

Le Gouvernement papouan-néo-guinéen et ses forces de sécurité ainsi que l'Armée révolutionnaire de Bougainville (ARB) et l'organisation connue sous le nom de Gouvernement provisoire de Bougainville (GPB),

- Conformément aux engagements de paix à Bougainville signés à Honiara le 3 septembre 1994 par S. E. Julius Chan GCMG.MP, premier ministre papouan-néo-guinéen et M. Sam Kauona, commandant de l'ARB;
 - Etant convenus qu'"un cessez-le-feu sera déclaré par les deux parties à une heure et à une date à convenir et qui seront annoncées dans un délai de sept jours..."
 - Convienient en outre de ce qui suit :
 - a) Nous renonçons par les présentes à recourir à la force armée pour résoudre la crise de Bougainville;
 - b) Désireux de résoudre pacifiquement toutes les questions en suspens par des moyens pacifiques :
 - i) Déclarons et honorons un cessez-le-feu immédiat à Bougainville qui prendra effet à minuit le vendredi 9 septembre 1994; et
 - ii) Coopérons à une conférence de la paix de Bougainville pour définir les bases d'une solution durable.
1. Nous sommes convenus qu'une Force de maintien de la paix du Pacifique Sud sera invitée à se déployer à Bougainville aux fins :
- a) de surveiller le cessez-le-feu;
 - b) d'assurer la sécurité des participants à la Conférence de paix de Bougainville, y compris dans leurs déplacements pour se rendre au lieu de la Conférence (Arawa) et en revenir;
 - c) de s'acquitter de toutes autres fonctions dont conviendront les parties conformément aux dispositions de l'instrument d'application, entre autres la surveillance du désengagement, des conditions de départ du personnel et du désarmement des parties au présent Accord;
 - d) La Force de maintien de la paix du Pacifique Sud sera également chargée de surveiller le retrait dans de bonnes conditions des forces de sécurité encore présentes dans les zones neutres au moment de l'arrivée de la Force de maintien de la paix.

2. a) Nous convenons de déclarer zones neutres à Bougainville, dans lesquelles la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud se déploiera pour s'acquitter des fonctions mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus :
 - Arawa
 - Panguna
 - Wakunai
 - Buin
 - b) D'autres centres pourront être déclarés zones neutres à la suite de consultations entre toutes les parties et les gouvernements participants.
3. La Force de maintien de la paix du Pacifique Sud se déploiera à Bougainville au moins sept jours avant la tenue de la Conférence de paix de Bougainville et s'y maintiendra active pendant au moins 14 jours, sous réserve de nouvelles consultations entre toutes les parties et les gouvernements participants et autres donateurs.
4. a) Nous convenons que la mise en oeuvre du présent accord doit être, et sera, un effort concerté.
 - b) Nous garantissons par les présentes la sécurité de la Force neutre de maintien de la paix du Pacifique Sud.

Le cessez-le-feu

5. A minuit, le vendredi 9 septembre 1994, toutes les armes cesseront d'être utilisées à Bougainville.
6. a) Exception faite, pour les zones neutres, le gouvernement ordonnera aux forces de sécurité de ne pas se servir de leurs armes sauf en légitime défense contre des attaques non provoquées ou directes. Les membres des forces de sécurité doivent néanmoins se protéger, protéger la vie d'autrui et les biens de l'Etat.
 - b) L'ARB et les autres groupes bougainvilliens ordonneront à leurs membres de ne plus porter ou utiliser des armes.
7. a) Le gouvernement donnera au cessez-le-feu la plus large publicité possible en faisant appel aux moyens de communication de masse et autres.
 - b) L'ARB et les autres groupes bougainvilliens s'emploieront de leur mieux à donner une large publicité au cessez-le-feu et à le faire respecter.
8. a) Nous nous engageons à ne pas chercher à tirer avantage du cessez-le-feu et nous ne permettrons pas à d'autres de le faire.

- b) Nous coopérerons :
 - i) pour assurer l'application du cessez-le-feu; et
 - ii) pour empêcher que des troubles soient causés par des éléments criminels ou autres, conformément aux dispositions de l'instrument d'application.
- 9. a) La coopération pour le maintien du cessez-le-feu implique l'examen et la mise en oeuvre des dispositions de l'instrument d'application; les parties devront notamment :
 - i) s'informer réciproquement et rapidement de toute violation apparente;
 - ii) chercher à identifier les individus ou groupes responsables; et
 - iii) prendre des mesures pour empêcher des représailles, la répétition des violations ou leur aggravation.
- b) Des lignes de communication directes seront établies entre les parties pour faciliter la mise en oeuvre des dispositions de l'alinéa a) ci-dessus.
- c) Nous sommes conscients que cette coopération peut exiger une identification rapide de nos propres effectifs et leur redéploiement dans des zones convenues.
- 10. a) Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, toutes les forces resteront là où elles se trouvent.
- b) Nous sommes conscients que des difficultés particulières peuvent surgir entre le moment de la déclaration du cessez-le-feu et le moment de l'arrivée de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud et nous convenons d'accorder une attention particulière à la nécessité de coopérer pour tenter de surmonter ces difficultés.
- 11. a) Nous sommes convenus que tous les citoyens pourront se déplacer librement à Bougainville à compter de la date de la déclaration du présent cessez-le-feu.
- b) Tous les étrangers se rendant par mer des Iles Salomon en Papouasie-Nouvelle-Guinée via Bougainville devront effectuer les formalités douanières à l'île de Torato.
- 12. Les soussignés conviennent de coopérer pour donner effet aux dispositions du présent Accord, y compris aux dispositions sur les instruments d'application du cessez-le-feu.
- 13. Les dispositions du présent Accord doivent être lues en conjonction avec celles des instruments d'application du cessez-le-feu.

14. Le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères des Iles Salomon, S. E. Francis Seamala a présidé les réunions qui ont abouti au présent Accord de cessez-le-feu.

Signé ce 8ème jour de septembre 1994 à Honiara, Iles Salomon

Le Commandant de l'Armée
révolutionnaire de Bougainville

SAM KAUONA

Le Directeur des opérations
terrestres des forces de
défense papouanes-néo-guinéennes,
le Colonel

DAVEY UGUL

Le Représentant de l'organisation
connue sous le nom de Gouvernement
intérimaire de Bougainville

MARTIN MIRIORI

Le Secrétaire d'Etat du
Ministère des affaires
étrangères et du commerce
de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

GABRIEL DUSAVA

Témoins

Le Président
des autorités provisoires de
Bougainville,
Papouasie-Nouvelle-Guinée

THOMAS ANIS

Le Préfet de police
des Iles Salomon

FREDERICK SOAKI

INSTRUMENT D'APPLICATION DU CESSEZ-LE-FEU DE BOUGAINVILLE
CI-APRES APPELE L' "INSTRUMENT"

Le présent instrument fait partie de l'Accord de cessez-le-feu qui a été conclu et signé à Honiara par les parties le 8 septembre 1994.

1. OBJECTIF

L'objectif du présent instrument est d'établir les principes directeurs et le cadre procédural nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu.

2. DEFINITION

Aux fins du présent instrument les termes ci-après seront interprétés comme suit :

"Cessez-le-feu" : cessation de tous actes d'hostilité et d'opérations armées entre les parties à l'Accord de cessez-le-feu.

"Actes d'hostilité" : tous actes de violence militaires ou non militaires, attaques aériennes, bombardements, embuscades, extorsions sous la menace d'armes, arrestations et interpellations illégales, incendie volontaire, pilonnage d'artillerie, actes de coercition et menaces à l'égard de civils, exécutions extrajudiciaires, pose de mines explosives, lancement de grenades, détournement de navires ou de véhicules, enlèvements, exécutions et assassinats, tirs à partir d'un bâtiment naval, raids, actes de sabotage, perquisitions illicites, tirs embusqués, espionnage, tirs tactiques, tortures mentales ou physiques sous toutes leurs formes. (Voir clauses 1.2 et 6 de l'Accord de cessez-le-feu.)

"Maintien de la paix" : toutes mesures de
préservation,
protection,
prévention,
surveillance

pour éviter des pertes en vies humaines et la destruction de biens, pour rétablir la justice et l'ordre public, mettre fin aux hostilités, démobiliser, désarmer, désengager et démanteler toutes les forces et empêcher tous mouvements ou incursions illégaux à travers des frontières internationales.

3. GARANTIES

a) Le Gouvernement papouan-néo-guinéen s'engage à arrêter, désarmer et à soumettre à des sanctions légales appropriées toute personne relevant de son autorité qui viole les dispositions de l'Accord de cessez-le-feu.

b) L'Armée révolutionnaire de Bougainville s'engage à arrêter, désarmer et à soumettre à des sanctions légales appropriées toute personne relevant de son autorité qui viole les dispositions de l'Accord de cessez-le-feu.

c) Les procédures judiciaires engagées par le gouvernement pour réprimer les activités criminelles se poursuivront pendant la période du cessez-le-feu. Toutefois, rien dans le présent paragraphe ne limitera ou ne restreindra le droit des parties au présent Instrument de négocier et mettre en oeuvre des procédures judiciaires nouvelles ou réaménagées avec les autorités compétentes.

4. MISE EN OEUVRE

a) Le présent Instrument devra être appliqué par toutes les parties conformément à l'Accord de cessez-le-feu.

b) Il sera créé un comité appelé Comité du cessez-le-feu de Bougainville dont la composition sera la suivante :

- i) un membre de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville;
- ii) un membre du Gouvernement papouan-néo-guinéen;
- iii) deux membres des autorités légales provisoires;
- iv) un membre de l'Armée révolutionnaire de Bougainville;
- v) un membre des forces de sécurité;
- vi) un membre de l'administration des Salomons du Nord (Bougainville); et
- vii) deux Bougainvilliennes.

Le Président du Comité sera le Commandant de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud.

5. AUTRES FONCTIONS DE LA FORCE DE MAINTIEN DE LA PAIX DU PACIFIQUE SUD

Toutes autres fonctions et prérogatives opérationnelles de la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud seront déterminées par voie de dialogue entre les parties au présent Instrument et les gouvernements des Etats du Pacifique Sud disposés à y participer en tant que membres de la Force.

6. FONCTIONS DU COMITE DU CESSEZ-LE-FEU DE BOUGAINVILLE

a) Le Comité aidera la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud à s'acquitter efficacement de ses obligations et devoirs aux termes de la clause 1 de l'Accord de cessez-le-feu.

b) Le Comité :

- i) surveillera la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu;
- ii) entretiendra un dialogue constant avec toutes les parties;

- iii) assurera la liaison et coopérera avec la Force de maintien de la paix du Pacifique Sud aux fins de négocier et d'élaborer des directives pour la création et le fonctionnement de comités locaux du cessez-le-feu;
- iv) établira les directives concernant le dépôt et la remise des armes et les conditions de leur utilisation ultérieure;
- v) recevra et examinera les plaintes des personnes civiles ou autres, ayant des griefs à formuler;
- vi) statuera sur les plaintes dont il sera saisi et en réfèrera au Conseil de surveillance du cessez-le-feu de Bougainville.

c) Les comités locaux du cessez-le-feu mentionnés à la clause 6 b) iii) ci-dessus seront composés de cinq membres, soit :

- i) un président désigné par le Comité du cessez-le-feu de Bougainville;
- ii) un membre de l'Armée révolutionnaire de Bougainville;
- iii) deux membres de la zone locale désignés par le Comité du cessez-le-feu de Bougainville.

d) Les pouvoirs et fonctions des comités locaux seront fixés par les directives du Comité du cessez-le-feu de Bougainville conformément aux dispositions de l'Accord de cessez-le-feu.

7. CONSEIL DE SURVEILLANCE DU Cessez-le-feu de BOUGAINVILLE

Il sera créé un conseil appelé le Conseil de surveillance du cessez-le-feu de Bougainville, dont la composition sera la suivante :

- i) un membre du Gouvernement papouan-néo-guinéen;
- ii) un membre des forces de sécurité;
- iii) un membre des autorités légales provisoires;
- iv) un membre de l'organisation connue sous le nom de Gouvernement intérimaire de Bougainville;
- v) un membre de l'Armée révolutionnaire de Bougainville;
- vi) un membre de l'administration des Salomon du Nord (Bougainville).

8. FONCTIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU Cessez-le-feu DE BOUGAINVILLE

Les fonctions du Conseil seront les suivantes :

- i) statuer sur toutes questions qui lui seront renvoyées par les comités du cessez-le-feu de Bougainville conformément à la clause 6 b) v);
- ii) imposer toutes sanctions conformes aux directives établies et aux dispositions de l'Accord d'application et de l'Accord de cessez-le-feu;
- iii) veiller à ce qu'aucune représaille militaire ne soit exercée en cas de violation de l'Accord de cessez-le-feu, sous réserve de la clause 6 de l'Accord;
- iv) assurer la sécurité des membres des comités établis conformément aux paragraphes 4 b) et 6 b) iii) de la clause iv).

9. CONFERENCE DE PAIX DE BOUGAINVILLE

Conformément au préambule de l'Accord de cessez-le-feu, participeront à la Conférence de paix de Bougainville des représentants de tous les groupes politiques, sociaux, culturels et économiques de Bougainville, les femmes, les jeunes et les autres secteurs de la population bougainvilienne étant dûment représentés.

10. ACTION HUMANITAIRE

Les parties conviennent que les restrictions imposées concernant la fourniture de services médicaux et autres services humanitaires dans toutes les régions de Bougainville doivent être levées immédiatement. Au nombre de ces services figurent ceux assurés par des institutions reconnues et indépendantes, telles que des organisations non gouvernementales dont la valeur est établie.
